

**André Burguière**

**École des hautes études en sciences sociales, Paris**

## MÉMOIRE ET HISTOIRE

*L'essor de la culture écrite et surtout la circulation de l'imprimé à partir de la Renaissance ont fait entrer la mémoire, qui était jusque là le principal support du savoir, dans l'ère du soupçon. La mise à l'écart de la mémoire s'est manifestée avant tout dans le droit et dans l'histoire savante qui étaient pratiqués dans le même milieu. La suspicion a été durable chez les historiens puisqu'on la retrouve même chez les fondateurs de l'école des Annales qui ont combattu le fétichisme positiviste des archives.*

*Mots clés: Mémoire, histoire, Lieu de Mémoire, mémoire collective, historiographie*

L'essor de la culture écrite (celle des clercs) et surtout la circulation de l'imprimé à partir de la Renaissance ont fait entrer la mémoire, qui était jusque là le principal support du savoir, dans l'ère du soupçon. La mise à l'écart de la mémoire s'est manifestée avant tout dans le droit et dans l'histoire savante qui étaient pratiqués dans le même milieu<sup>1</sup>. La suspicion a été durable chez les historiens puisqu'on la retrouve même chez les fondateurs de l'école des *Annales* qui ont combattu le fétichisme positiviste des archives. La mémoire est considérée comme faillible, reconstruite. L'information donnée par le document d'archive est fixe. Les historiens n'acceptent les témoignages de la mémoire qu'avec réserve; quand ils sont mis par écrit.

La réhabilitation de la mémoire comme source de la connaissance historique est venue des milieux minoritaires ou contestataires qui se sentaient exclus du récit historique officiel (celui de l'école) ou savant; ainsi les ouvriers qui ont tenté de reconstituer, en rassemblant leurs souvenirs, une histoire qui reflétait leur expérience et leur point de vue, non ceux des classes dirigeantes. Cette histoire orale a connu un développement précoce au Royaume uni (les *History Workshops*), plus tardif en France. L'esprit contestataire des années 1960 a provoqué une forte expansion de cette histoire mémorielle qui prétendait rivaliser avec l'histoire savante en s'appuyant sur le modèle des mouvements d'émancipation des peuples colonisés. Ceux-ci retrouvaient dans la tradition orale la mémoire d'un passé ante-colonial que l'impérialisme avait enterré sous le discours historique dominant justifiant la colonisation.

La mémoire collective ainsi présentée n'est plus un simple complément ou un substitut à l'information écrite donnée par les archives. Elle est le réceptacle le plus fiable du passé puisqu'elle s'est fabriquée et transmise spontanément sans recours à la médiation de l'écrit... et de l'Etat. L'appel à la mémoire collective comme recours contre l'histoire savante exprime des aspirations à la fois démocratiques et quasi religieuses: Chacun porte en lui la mémoire de son propre passé (familial, social ou national) et doit, à sa manière, se faire historien. Sans cette mémoire transmise, la vérité du passé s'effacerait à jamais.

---

<sup>1</sup> Frances Yates, *L'Art de la mémoire*, Paris 1987.

L'idée que la mémoire collective transmise est une histoire plus vraie que l'histoire savante, s'est répandue comme une idée toute faite. Mais elle a pris les apparences d'une nécessité psychologique et d'une exigence morale. A la télévision, la rubrique concernant un point d'histoire dans les journaux d'information, ne s'intitule plus "Histoire" mais "Mémoire". Le "devoir de mémoire" (peut-être inventé à propos de la Shoah) est devenu une nécessité morale et politique dont le non-respect risque de provoquer de graves troubles collectifs (le mal être d'une nation ou de toute autre collectivité) ou personnels: le devoir de mémoire a une portée psychanalytique. Cette approche morale et affective du passé est le symptôme d'un nouveau "régime d'historicité" bien analysé par François Hartog qui réduit le passé utile au passé mémoriel à jamais duquel nous pouvons nous sentir coupables ou victimes<sup>2</sup>. S'il est contrarié, le devoir de mémoire peut être la source d'un refoulement ou d'un manque culpabilisant. Le passé, ainsi identifié à la mémoire, devient un bien à préserver et à transmettre. Ce qu'est exactement un patrimoine.

## 1. De la sacralisation de la mémoire à l'étude des Lieux de mémoire

La patrimonialisation du passé est donc un des effets de la promotion de la mémoire comme voie royale d'accès à la conscience historique et à la recherche. Elle s'est imposée à l'air du temps avant de s'imposer aux historiens dont le ralliement est illustré par le succès des *Lieux de mémoire*.<sup>3</sup> Editeur de grand talent, sensible aux attentes du public lettré en même temps qu'historien, Pierre Nora avait-il pressenti le succès que rencontrerait son entreprise? Son succès tient sans doute un peu à une conjoncture intellectuelle toute disposée à l'accueillir mais surtout à son ambiguïté théorique qui en fait comme *La Méditerranée... à l'époque de Philippe II*, de Braudel, une cathédrale énigmatique.

L'ambiguïté tient d'abord à ses choix conceptuels. La notion de *Lieux de mémoire* est explicitement empruntée aux analyses de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective. Ce sociologue, mort au camp de Buchenwald en avril 1945, a consacré pas moins de trois livres à la notion de mémoire collective qui ont connu pendant longtemps une audience réduite, y compris dans le milieu intellectuel qui lui était le plus proche: celui de la revue des *Annales*.<sup>4</sup> Marc Bloch avait consacré un compte rendu important aux *Cadres sociaux de la mémoire* sur lequel j'aurai à revenir<sup>5</sup>. Mais ni lui, ni Lucien Febvre n'ont repris dans leur œuvre les hypothèses de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective. Pierre Nora a eu le mérite de ressusciter cette part très originale de son œuvre et de lui emprunter son apport essentiel: l'idée que la mémoire est toujours localisée.

C'est ce que retient la notion de *Lieu de Mémoire*. Ces lieux ne sont pas forcément situés dans l'espace. Il peut s'agir d'une date, d'une institution, d'un usage. Mais ils sont toujours situés en dehors de l'expérience intime, personnelle. Car pour Halbwachs qui a été marqué par la sociologie durkheimienne mais aussi par la philosophie bergsonienne,

<sup>2</sup> François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris 2003.

<sup>3</sup> Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. Tome 1: La République*, Paris 1984; *Tome 2: La Nation – Héritage, historiographie, paysages*, Paris 1986.

<sup>4</sup> Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la Mémoire*, Paris 1925; *Topographie légendaire des Evangiles de la Terre Sainte. Etude de mémoire collective*, Paris 1941; *La mémoire collective*, Paris 1950.

<sup>5</sup> Marc Bloch, "Mémoire collective, tradition et coutume. A propos d'un livre récent", *Revue de Synthèse historique*, XL, 1925, 118-120.

il n'y pas de perception immédiate et purement intérieure de la durée. Pour nous remémorer quelque chose de tout à fait personnel, nous devons le raccrocher à un élément extérieur qui lui était relié: un lieu, un milieu, un individu, etc. La mémoire individuelle passe par la mémoire collective. L'homme, être social, ne peut retrouver son propre passé qu'à travers ce qui rattache celui-ci à d'autres. Pierre Nora est intéressé, en premier lieu, par les aspects politiques de la mémoire collective qui la relie à l'Etat et à la Nation. Son projet, tel qu'il l'a formulé dans l'introduction générale et les introductions de chaque volume, a glissé de l'idée halbwachsienne de production sociale de la mémoire à celle de processus identitaire en écartant toute explication des fluctuations de l'imaginaire identitaire, comme s'il s'agissait d'une production instinctive ou du moins spontanée.

On peut parler aussi d'ambiguïté à propos de la réception de l'entreprise. La plupart des historiens qui ont contribué, ont tiré le projet vers une démarche qui leur était familière en remontant de la version mémorielle la plus récente, aboutissement d'une incessante réécriture de la mémoire collective en fonction des besoins collectifs du moment, au fait ou à l'événement initial. Certains, plus tentés par le pyrrhonisme de l'esprit post-moderne, y ont vu une dénonciation radicale de l'histoire (en particulier de l'histoire nationale) comme savoir positif. Ils se sont plu à reconnaître dans cette analyse de l'imaginaire, non un décapage préliminaire, pour atteindre au delà de leur mythification, l'enchaînement réel des faits, mais la seule manière d'écrire l'histoire nationale qui n'ajoute pas aux fables de la mémoire, la fable de la connaissance objective.

Beaucoup enfin, et c'est l'interprétation qui a fait de cette lourde entreprise un best-seller, l'ont lue comme un album de photos de famille à l'échelle de la Nation. Chaque photo est un souvenir qu'on retrouve en situation. Il faut le contextualiser, et en même temps lui trouver une place dans le légendaire familial. La dimension émotionnelle de cette mise en ordre de nos souvenirs communs prend le pas sur la dimension intellectuelle ou plutôt cognitive. Retrouver ces souvenirs pieux, c'est aussi faire le tour du propriétaire, se sentir héritier d'un patrimoine immatériel.

Pierre Nora a-t-il lui-même hésité entre les deux postures. Jacques Le Goff a comparé l'entreprise des *Lieux de mémoire* à celle de Proust dans *A la recherche du temps perdu* où le narrateur annonce qu'il se prépare à écrire un roman en s'inspirant du milieu dans lequel il nous a entraîné. A la fin, on se rend compte que le roman que le narrateur s'apprêtait à écrire est déjà là, qu'il n'est rien d'autre que ce qu'il nous a décrit. De la même façon, Pierre Nora peut nous laisser entendre que la seule façon d'écrire l'histoire nationale, c'est de déconstruire son récit et son imaginaire. Mais il me semble trop hostile, par tempérament, aux postures radicales pour se laisser enfermer dans un tel choix. Son introduction générale, plus élégante que précise, n'indique pas clairement son ambition mais se présente plus comme une exploration de l'imaginaire national que comme une nouvelle manière d'écrire l'histoire de France. Son engagement depuis, dans de nombreux colloques et comités consacrés au patrimoine culturel donne à penser que la dimension patrimoniale fait décidément partie de son approche de l'histoire.

## 2. L'historicisation de la Mémoire

Tel l'arroseur arrosé, Pierre Nora a contribué lui-même par l'entreprise des *Lieux de mémoire*, à la patrimonialisation du passé qu'il stigmatise dans la conclusion de l'ouvrage consacré à la commémoration. Il y a quelque chose d'euphorisant dans la facilité avec laquelle le passé se laisse glisser, entre deux pages, comme une fleur fanée. Chacun des objets de la mémoire française dont les remaniements successifs sont reconstitués la plupart du temps, dans l'ouvrage, avec une puissance d'analyse éblouissante, finit par atteindre une allure narrative stabilisée et s'insérer dans une configuration d'ensemble, celle de la mémoire française, cohérente et réconciliée. Il y a quelque chose d'irénique dans la vision d'ensemble de l'ouvrage qui rappelle le style attendrissant des albums de photos de famille. Cette tonalité familière, réconciliée, a pu donner l'impression que l'entreprise était reproductible à l'infini et à propos de n'importe quelle nation. Elle a suscité dans plusieurs pays l'envie de composer ses propres *Lieux de mémoire*. Je me souviens moi-même avoir été invité à un colloque dans la bien tranquille ville de Fribourg en Suisse qui voulait se pencher sur ses propres lieux de mémoire. Pourquoi pas?

La réplique la plus aboutie a été celle des *Lieux de mémoire allemands* dont la traduction française copiait jusqu'à la présentation graphique des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora<sup>6</sup>. Or malgré des contributions d'excellente qualité, l'ouvrage ignore, ou du moins minore, la particularité de la mémoire nationale (au sens culturel et non étatique) allemande qui la distingue du cas français. Les *Lieux de mémoire* français ont séduit par leur allure pacifiante et réconciliatrice. Mais cette allure n'est-elle pas un trait qui lui est propre? Dans un entretien que j'avais enregistré avec Norbert Elias, mais dont le texte hélas s'est perdu, celui-ci soulignait la capacité de la culture française (et l'on pourrait remplacer ici le terme de "Culture" par celui de "Mémoire") à digérer ses contradictions. A quoi il opposait la tendance récurrente de l'histoire allemande à se construire en rompant avec son passé. Il prenait l'exemple du poète Aragon, passé de la révolution surréaliste à la révolution communiste, qui se mettait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à écrire comme Du Bellay ou Ronsard. A la capacité digestive de la culture française, Elias opposait les ruptures successives de l'Allemagne: celle de Luther avec Rome, du *Sturm und Drang* avec les Lumières, de l'unification allemande de Bismarck "par le fer et par le sang" qui tourne le dos à la révolution démocratique de 1848; celle du nazisme et après la deuxième guerre mondiale, celle de la reconstruction fédérale et parlementaire; celle enfin de la réunification en 1990 qui oblige les ex-citoyens de la DDR à effacer de leur mémoire les 45 ans passés au sein du bloc soviétique.

Ce qui fait l'identité d'une culture ou d'une nation (je préférerais, quant à moi, parler de singularité), ce n'est pas l'addition de ses inflexions successives, mais le profil général du processus par lequel s'est construite cette singularité. Il ne suffit pas de proposer un inventaire (au demeurant illimité) de sa mémoire collective. Il convient de dégager ce que l'on pourrait appeler le "pacte mémoriel" de chaque nation, la manière d'être au monde qu'elle s'est fabriquée et que son histoire (pour reprendre la formule de Clifford Geertz) n'a cessé de "paraphraser"<sup>7</sup>. Sous-tendus par l'esprit de la synthèse républicaine des années

<sup>6</sup> Etienne François – Hagen Schulze, *Mémoires allemandes*, Paris 2007.

<sup>7</sup> Clifford C. Geertz, *Bali, interprétation d'une culture*, Paris 1983 (traduit de l'américain). Préface à l'édition française.

1880 (n'oublions pas que Pierre Nora s'est fait naguère l'historien d'Ernest Lavisse<sup>8</sup>), les *Lieux de mémoire* peuvent donner l'impression qu'après bien des métamorphoses, chaque objet de la mémoire nationale trouve à se loger dans une interprétation réconciliée que les historiens de métier finissent par authentifier, comme s'il s'agissait d'un processus naturel.

La mémoire collective n'est pas un palimpseste sur lequel chaque époque aurait ajouté son propre texte. Elle est faite aussi de ruptures, de censures et d'oublis. "Une nation, pour reprendre la célèbre formule de Renan, est faite de mémoire et d'oubli". Il faut dépasser la tendance à l'inventaire d'une entreprise comme les *Lieux de mémoire* si l'on veut mettre à jour, dans sa complexité et sa singularité, le processus de construction de la mémoire collective d'un groupe ou d'une nation. Il faut mettre au jour le récit sous-jacent, ce que j'appelais à l'instant le "pacte mémoriel", qui lui donne sens. Deux ouvrages qui ont marqué l'historiographie française des années 1990 et qui ne concernent ni l'un ni l'autre l'histoire de France, peuvent nous mettre sur la voie. Dans *Le retour des ancêtres*, Nathan Wachtel, s'est attaché, dans un premier temps, à reconstituer en parfait ethnologue, la longue histoire du peuple Uru à partir du récit qu'il a recueilli auprès de ses descendants actuels, les Chipayas<sup>9</sup>; les origines lointaines et en partie lacustres de ces "hommes d'avant les hommes" qui ont été conquis successivement par les Aymaras, les quechuas et enfin les Espagnols. Il va jusqu'à organiser lui-même des retrouvailles émouvantes, de l'autre côté du lac Titicaca, avec un rameau du peuple Uru avec lequel les chipayas avaient perdu tout contact. Dans une deuxième partie, il "déconstruit", à l'aide des (nombreux) témoignages archivistiques de l'époque espagnole, ce qui s'avère n'être qu'une longue fable: hispanisation, effondrement démographique, révoltes, réinstallation sont les séquences successives de la période coloniale pour mémoriser laquelle les Chipayas se sont inventés une bien plus longue et glorieuse histoire.

Lucette Valensi a reconstitué la mémoire plurielle de la bataille de Wâd Al-Makhâzin au Maroc au cours de laquelle le jeune roi Sebastian, non marié et sans héritier immédiat, a trouvé la mort<sup>10</sup>. De cette défaite désastreuse pour le Portugal qui va placer le Portugal avec son immense empire sous la coupe de l'Espagne pendant près d'un siècle, il y a une surabondante mémoire portugaise, à la fois millénariste (c'est l'attente du retour du roi caché) et mélancolique (teintée de "saudade"). Des poèmes, des opéras et même des révoltes populaires (le sébastianisme brésilien), vont imprimer au nationalisme portugais, son messianisme triste. Il y a aussi une mémoire musulmane, celle des marocains vainqueurs, mais paradoxalement beaucoup moins loquace dans les textes. Elle est réapparue au 20<sup>e</sup> siècle avec le mouvement nationaliste de l'Istiqlal qui a fait de la bataille une fête nationale, après l'indépendance du Maroc. Lucette Valensi a identifié enfin une troisième mémoire, celle, minoritaire des juifs marocains, descendants des sépharades chassés de la péninsule ibérique qui survit sur un mode folklorique par un "pourim de los cristianos"; une fête joyeuse, enfantine qui célèbre la punition divine infligée par la cuisante défaite aux chrétiens qui les avaient chassés.

<sup>8</sup> Nora, "Lavisse, Instituteur national", in: Idem, *Les Lieux de mémoire. Tome 1*; Idem, "L'histoire de France de Lavisse", in: Idem, *Les Lieux de mémoire. Tome 2*.

<sup>9</sup> Nathan Wachtel, *Le retour des ancêtres*, Paris 1990.

<sup>10</sup> Lucette Valensi, *Fables de la mémoire. La bataille des trois Rois*, Paris 1992.

### 3. Oubli, censure, refoulement; le temps retrouvé

L'affabulation mémorielle est sans limites. Son inventivité va bien au de là des simples remaniements répertoriés par la plupart des contributions des *Lieux de mémoire*. Dans son compte rendu des *Cadres sociaux de la Mémoire*, Marc Bloch reproche à Halbwachs de faire l'hypothèse que les localisations des faits de mémoire servent à matérialiser, par une date précise ou un lieu, des événements fondateurs dont on a perdu la trace<sup>11</sup>. Car bien souvent, objecte Marc Bloch, ces événements fondateurs ont été eux-mêmes inventés pour légitimer une institution.

Comme la mémoire individuelle, la mémoire collective n'a pas pour seule fonction d'affabuler. Elle a besoin de mentir, de cacher, d'oublier. Si nous devons nous souvenir de tous nos états psychologiques, de tout ce que nous avons vécu, nous serions des monstres. Une société sans mémoire collective serait aussi infirme qu'un amnésique. Mais l'une des fonctions de la transmission culturelle à quoi doit s'intéresser l'historien, est un travail de sélection sans lequel une société serait invivable. L'apport de la psychanalyse qui a montré l'importance du travail de censure, de refoulement dans la constitution du sujet doit pouvoir être étendu (avec modération) à la mémoire collective.

L'oubli peut être impératif. Nicole Loraux a montré comment la démocratie athénienne avait décidé de supprimer un jour du calendrier afin d'effacer le souvenir d'un événement néfaste pour la cité<sup>12</sup>. La manipulation du passé à l'usage du présent et du présent à l'usage du futur, c'est-à-dire le contrôle du temps historique, a existé souvent dans les régimes politiques autocratiques comme la Chine ou le Japon anciens où les chroniqueurs étaient au service du pouvoir. Cette manipulation a atteint un niveau inégalé dans les régimes communistes, surtout durant la période stalinienne où des documents étaient détruits ou retouchés (comme les photos des chefs de la Révolution d'Octobre où figuraient Trotski et d'autres leaders qui avaient été liquidés ensuite par Staline parce qu'ils s'opposaient à lui). Dans les régimes communistes, l'acharnement à maquiller le présent mais aussi le passé, venait de ce que le marxisme qui les inspirait accordait une valeur quasi religieuse au message de l'Histoire. La censure peut concerner des périodes très anciennes, si leur exploration entre en conflit avec des objectifs politiques du moment: Ainsi le débat, classique dans l'historiographie russe, sur les Varègues et les origines de l'Etat russe, est devenu tabou sous Staline quand le géorgien s'est réapproprié l'idéologie panslave.

Néanmoins la censure frappe en priorité l'histoire récente. Nos amis hongrois, du moins ceux d'entre eux qui ont des souvenirs précis de la période communiste, ont connu l'interdit qui frappait l'évocation de la Révolution de 1956 dans la Hongrie de Janos Kadar. Des études remarquables comme celles d'Andras Zempleni sur le retour et l'enterrement tardif de la dépouille d'Imre Nagy, ont analysé le travail de désensibilisation de la mémoire hongroise<sup>13</sup>. Mais dans les pays démocratiques où l'Etat n'exerce, en principe, aucune censure sur la mémoire collective, des processus d'oubli ou plutôt d'occultation de la mémoire existent également. La règle des 40 ou des 50 ans, délai durant lequel

<sup>11</sup> Bloch, "Mémoire collective, tradition et coutume", 118-120.

<sup>12</sup> Nicole Loraux, *La cité divisée. L'oubli de la mémoire*, Paris 2005.

<sup>13</sup> Andras Zempleni, "Sous la censure de la piété; effets mémoriels des reliques, du cimetière et du rituel dans les réenterrements politiques hongrois", in: Ádám Takács (éd.), *Mémoire, contre-mémoire, pratique historique*, Budapest 2009.

la consultation des archives publiques est réservée, semble bien répondre à une réalité anthropologique; le temps approximatif pour que les témoins et les acteurs adultes de la période considérée aient disparu.

On a pu le constater en France pour un moment de l'histoire récente qui a été vécu comme un traumatisme: le régime de Vichy. La décision du président VGE, en 1979, d'ouvrir les archives de la période de Vichy a certainement joué un rôle dans le déferlement d'ouvrages et de films sur la période, centrés avant tout sur deux questions: le sort des juifs et le rôle de la Résistance. Mais qqc. de plus profond a guidé ce mouvement. Concernant le sort des juifs, il s'agissait de réveiller un problème qui avait été refoulé depuis l'ouverture des camps et le retour des rares survivants. Mais il s'agissait aussi de rejoindre un mouvement de remise en mémoire et de repentir qui touchait d'autres pays d'Europe (à commencer par l'Allemagne) depuis le procès Eichmann. L'attention nouvelle portée aux actions de la Résistance a pris l'allure, au contraire, d'un retour régressif à la vision édifiante de l'immédiat après-guerre, comme si ce réenchantement de la France résistante devait servir d'antidote au dérangement provoqué dans la mémoire nationale par la remise en lumière du visage le moins flatteur de la France de Vichy.

#### 4. Fonctions et pesanteurs sociales de l'historien

L'historien est-il le démiurge qui arrache le passé à l'oubli et la mémoire à la fable? Ce rôle providentiel ne cesse de hanter ses rêves et son besoin d'utilité sociale. Comment expliquer cette inquiétude sur l'utilité de son travail qui s'exprime dans l'inépuisable littérature, les cours et les séminaires sur le rôle social de l'historien? Je n'ai pas l'impression qu'on retrouverait une inquiétude du même type et aussi prononcée chez les chimistes, les biologistes, les physiciens ou même chez les philosophes et les littéraires. Il y a sans doute une part d'orgueil ou de nostalgie pour la fonction prophétique que les historiens ont assuré tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, au près des nations anciennes et surtout récentes. Les historiens ont prétendu successivement opérer la résurrection intégrale du passé, exhumer les racines de l'âme nationale, mettre au service de l'innocence injustement condamnée (comme dans l'affaire Dreyfus) leur capacité à authentifier des documents. Mais dans chaque cas, leur rôle a été plus ambigu et moins décisif qu'ils ne l'ont prétendu. Concernant l'affaire Dreyfus, j'avais admiré le talent de Vincent Duclert, dans sa remarquable biographie de Dreyfus<sup>14</sup>. Il est arrivé, à propos d'une affaire sur laquelle on a tant écrit et on semblait avoir tout dit, à renouveler entièrement notre compréhension du rôle du capitaine Dreyfus en s'intéressant aux papiers de la famille. Il nous a montré que le véritable héros de l'affaire, ce n'est ni le colonel Picquart, ni Bernard Lazare, ni Zola, mais bien Alfred Dreyfus lui-même et sa famille qui n'ont jamais cessés de se battre.<sup>15</sup>

J'ai été plutôt déçu en revanche par son travail de thèse sur les intellectuels dreyfusards, publié plus récemment. Vincent Duclert n'arrive pas à se défaire de l'image d'Épinal du combat de la science en faveur de la vérité et des clichés qui flattent le monde universitaire; des clichés que Gabriel Monod, le directeur de la *Revue historique* a popularisés

<sup>14</sup> Vincent Duclert, *Alfred Dreyfus, l'honneur d'un patriote*, Paris 2006.

<sup>15</sup> *Quand la justice éclaire la République*, Toulouse 2010.

en attribuant à la critique historique le sauvetage et la réhabilitation de Dreyfus. Or les trois chartistes qui ont été appelés à témoigner comme experts au procès d'Esterhazy et au procès de révision d'Alfred Dreyfus à Rennes, Arthur Giry, Paul Meyer, Auguste Molinier, ont eu beau affirmer que leur avis s'appuyait strictement sur l'examen critique du document pour conclure que le bordereau avait été écrit par Esterhazy. Il était parfaitement connu qu'ils étaient, par leurs engagements politiques, favorables à Dreyfus. Ce qui poussa leur collègue de droite, De Lasteyrie à mobiliser contre eux la moitié de l'Ecole des Chartes. Durkheim et son groupe de sociologues qui ont été parmi les universitaires les plus engagés en faveur de Dreyfus, ont sans doute été confortés par l'Affaire Dreyfus dans leur idée que ce sont les croyances et les valeurs partagées qui fondent le lien social et assurent la cohésion d'une société. Ce n'est pas l'évidence de la vérité produite par la méthode critique des historiens qui a fait triompher la cause de Dreyfus mais la force de l'idée républicaine qui l'a emporté dans la société française.

L'historien n'est pas plus le conservateur naturel du patrimoine national que n'importe qui d'autre et son rôle, dans la réalité, a rarement consisté à révéler ou à protéger ce patrimoine contre le mensonge ou l'oubli du corps social. A propos de quelques dossiers brûlants de l'histoire récente, (comme la découverte, dans les archives du ministère des Anciens Combattants, d'un fichier de la population juive confectionné, sous l'occupation, par l'administration française), Sonia Combes a montré<sup>16</sup> que les historiens de métier, archivistes et universitaires, font preuve en général d'un zèle plus grand pour protéger l'Etat, sa mémoire et sa réputation, contre la curiosité des chercheurs qu'à faciliter la tâche de ceux qui se plongent dans les archives pour faire éclater la vérité et enrichir nos connaissances.

Henri Rousso a montré dans *Le syndrome de Vichy*<sup>17</sup>, que les historiens n'ont joué aucun rôle d'éveilleurs ni de pionniers, dans la confrontation à la mémoire de Vichy, mais ont suivi au contraire pas à pas l'évolution des attentes de l'opinion. La synthèse de Jean Pierre Azéma *De Munich à la Libération*,<sup>18</sup> qui fut considérée, à juste titre, à sa parution en 1979 comme un tournant historiographique parce qu'elle intégrait pour la première fois à la vision française de la période, l'apport décisif de Robert Paxton, consacrait 4 pages sur un total de 359 à la persécution des juifs, considérée alors comme une question annexe. Trente ans plus tard, le livre aurait consacré dix fois plus de pages à la question, considérée désormais comme la question centrale et le crime principal du régime de Vichy.

## 5. De l'histoire qui sert à l'histoire qui interroge

J'ai pris mes exemples dans l'historiographie française qui m'est plus familière, mais je suis certain que les historiens des autres pays ont rencontré les mêmes problèmes, les mêmes tentations et les mêmes déconvenues. La tentation d'exercer un magistère plus ou moins prophétique sur la nation ou sur tel groupe social n'est pas spécifique aux historiens. Les poètes, les linguistes, les philosophes ou les artistes y ont cédé également plus d'une fois. Cette tentation est particulièrement forte chez les historiens pour plusieurs raisons:

<sup>16</sup> Sonia Combes, *Archives interdites. Les peurs françaises face à l'histoire contemporaines*, Paris 1994.

<sup>17</sup> Henri Rousso, *Le syndrome de Vichy*, Paris 1987.

<sup>18</sup> Jean Pierre Azéma, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 14: De Munich à la Libération, 1938-1944*, Paris 1979.

Dans chaque Nation, l'enseignement de l'histoire, délivré dès l'école primaire dans une perspective essentiellement nationale et apologétique, a été le creuset du sentiment patriotique. En France où il a été utilisé par les gouvernements d'action républicaine des années 1880 pour enraciner l'adhésion à la République face à l'opposition catholique, il est devenu le catéchisme républicain. Il a donc créé une culture commune, un corpus de références dont s'abreuve le langage politique. Ce savoir venu de l'enfance, entretient une demande d'histoire qui n'a rien d'indigne et à laquelle l'édition, la presse, la télé s'efforcent de répondre. Il suscite également chez nombre d'historiens des vocations de vulgarisateurs qui n'ont rien de condamnable pour peu qu'elles ne conduisent pas à faire passer une activité souvent profitable pour un sacerdoce moral ou national.

L'autre raison tient au fait que l'histoire est une discipline mixte, bâtarde, tiraillée entre l'écriture littéraire, l'implication personnelle et l'idéal scientifique. Il n'y a aucune raison de flageller la dimension littéraire de notre métier. Les grands historiens du 19<sup>e</sup> siècle, Michelet, Tocqueville, Renan, Taine ou Jaurès ont été appréciés du grand public comme des écrivains. Le roman historique lui-même peut constituer un foyer de réflexion historique nullement méprisable. Jacques Le Goff m'a confié que c'est la lecture des romans de Walter Scott qui lui avait donné le goût de l'histoire et du Moyen Âge. Au 20<sup>e</sup> siècle, l'histoire savante devenue de plus en plus universitaire a progressivement abandonné le grand public à des vulgarisateurs souvent plus soucieux de servir aux lecteurs les clichés qu'ils attendaient que de servir la vérité. Mais certains historiens, y compris parmi ceux qui se sont réclamés d'une histoire scientifique, ont été d'authentiques écrivains. Pour la France, je citerais Fernand Braudel, Pierre Goubert, François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques le Goff. Mais il faudrait en citer beaucoup d'autres et tout particulièrement au sein de l'école des *Annales*, a priori peu soucieuse de littérature.

L'impassibilité de la posture historienne, ennemie de toute implication personnelle, que recommandait Seignobos, héraut de l'histoire méthodiste, n'est plus de mise aujourd'hui. Bien sûr l'historien, comme tout chercheur, s'engage dans ses recherches avec son expérience personnelle, ses curiosités, ses passions politiques, comme tous ceux qui s'attachent à comprendre les arrangements humains. Mais il doit accepter l'idée qu'il n'a d'autre cause à défendre que celle de ce qui lui semble être la vérité. J'aime l'opposition que fait Emmanuel Terray entre sa posture d'anthropologue et sa posture de militant. En politique, comme le dit Carl Schmitt, il y a toujours un ennemi à combattre. L'engagement politique implique cette relation agonistique. Dans la recherche, il n'y a aucun ennemi à affronter en dehors de l'erreur de jugement. Vouloir se mettre, par ses recherches, au service d'une cause, celle des ouvriers, des paysans, des prisonniers, des femmes, des africains vendus comme esclaves, ou autres, est une posture absurde pour un historien, car il s'agit toujours de personnages ou de groupes sociaux du passé qui ne nous ont rien demandé et qui sont incapables de nous dire ce qu'ils souhaitent.

Dans son cours inaugural à l'Université de Strasbourg, délivré au lendemain de la première guerre mondiale devant un public d'étudiants encore non démobilisés, Lucien Febvre s'était exclamé: "Une histoire qui sert est une histoire serve"<sup>19</sup>. Il visait les collègues qui avaient confondu les travées des amphithéâtres où ils faisaient cours, avec les tranchées du front et s'étaient crus obligés d'appuyer l'effort de guerre par un discours belliqueux

<sup>19</sup> Lucien Febvre, "L'histoire dans le monde en ruine", *Revue de Synthèse historique*, 30, 1920, 1-16.

et germanophobe. Mais au de-là, il réclamait pour l'historien, après le long enrôlement qu'il avait accepté au service de l'Etat républicain et durant la guerre au service de l'Etat national, le droit à la liberté de pensée. On a pris l'habitude de rapporter le projet quelque peu emphatique, d'une "histoire scientifique", commun à Marc Bloch et à Lucien Febvre au lendemain de la première guerre mondiale, à la critique formulée au début du siècle par François Simiand et les durkheimiens à l'endroit de "l'histoire méthodiste" de Charles Seignobos alors régnant sur la Sorbonne. Je serais tenté d'y voir, pour ma part, avant tout une revendication d'indépendance intellectuelle. Une revendication qui n'est pas sans rappeler, à propos du travail de l'historien, l'idéal de "l'Art pour l'Art" théorisé par Théophile Gautier à propos des poètes et des artistes. L'indépendance qu'ils réclament est une manière de répondre à l'inquiétude évoquée plus haut qui taraude les historiens à propos de l'utilité sociale de leur métier.

C'est d'abord une indépendance face aux contraintes et aux objectifs de l'enseignement qui s'impose avec une particulière acuité dans un pays comme la France où l'enseignement de l'histoire présente une grande continuité des contenus et de la formation, de l'école élémentaire à l'Université. Cette continuité fait que les programmes d'enseignement, définis par l'Etat en fonction d'objectifs à la fois intellectuels et politiques, ont plus d'influence sur l'orientation de la recherche, telle qu'elle est décidée dans l'enseignement supérieur, que l'avancée de la recherche n'en a sur l'évolution du contenu de l'enseignement. Or comme le rappelait fortement Charles Péguy, il y a une opposition fondamentale entre les exigences de l'enseignement et celles de la recherche. L'enseignement, pour être efficace, doit communiquer une impression de certitude. L'enseignant doit être celui qui sait. La recherche, pour être féconde, doit naître d'une inquiétude et d'une impression d'incertitude.

C'est aussi une indépendance face à l'Etat et à la demande sociale: L'historien n'est ni le dépositaire, ni le principal agent de transmission de la mémoire collective. Il y en a plein d'autres. Tout est mémoire dans la culture. Nous circulons depuis notre naissance dans une forêt de symboles, points de cristallisation d'une mémoire immémoriale que la socialisation nous apprend à déchiffrer. Comme enseignant, l'historien participe à ce travail de socialisation. Cette tâche a une finalité politique, celle de créer, de motiver un sentiment d'attachement à la patrie et aux valeurs sur lesquelles la collectivité est construite. Il est donc normal que le pouvoir politique oriente le contenu de cet enseignement. Mais en s'imposant des limites: L'enseignement de l'histoire, conçu dans le premier degré comme l'apprentissage de la légende dorée de la nation, s'efforce assez vite de replacer cette histoire sainte dans l'histoire plus large de l'humanité pour corriger et élargir la saisie du monde que l'enfant a pu acquérir par les multiples canaux de la socialisation.

La mission de l'historien est de poursuivre indéfiniment cet élargissement par un travail de dépaysement qui aborde le passé non comme le refuge et la source de notre identité mais comme une humanité autre qui par contraste peut nous permettre de mieux comprendre la nôtre. L'effet de distance a la même valeur heuristique que l'objectivation recherchée par le sociologue ou l'anthropologue à propos de faits sociaux ou culturels contemporains. Mais la distance temporelle qui nous sépare de la réalité observée, ajoute, dans le cas du passé, un élément de complexité porteur de sens et de réflexion. Il s'agit ici de penser à la fois les processus de changement ("l'histoire est toujours la science d'un changement" écrivait Marc Bloch) et le rapport généalogique qui nous relie aux sociétés du passé.

---

On a reproché aux historiens qui se réclament de l'héritage des *Annales* de ne pouvoir faire un pas sans citer Marc Bloch ou Lucien Febvre. C'est pourquoi j'aimerais conclure aujourd'hui par une citation de Michelet "Ce n'est pas une urne et des larmes que nous demandent les morts. Il leur faut un Œdipe qui leur explique leurs propres énigmes dont ils n'ont pas eu le sens, qui leur apprenne ce que voulaient dire leurs paroles, leurs actes, qu'ils n'ont pas compris".<sup>20</sup>

---

<sup>20</sup> Jules Michelet, *Journal*, Paris 1959.